

# L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

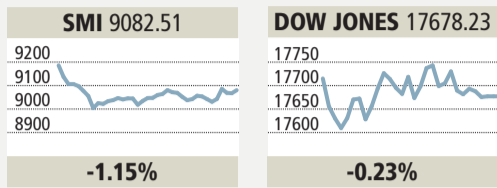
LE PÉTROLE PREND 4,5%  
Embrasement  
au Yémen PAGE 19



ram-ai.com

USA + CH + EU | f | t | in | g+

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



L'INDUSTRIE MEM FACE À LA CRISE DU FRANC

## Pas dépourvue de pricing power

PAGE 8

SUNRISE APRÈS SON IMPRESSIONNANT IPO  
Serein face au nouvel Orange

PAGE 4

RÉSULTATS ÉLEVÉS POUR BÂLOISE  
Probablement le haut du cycle

PAGE 4

LA FILIALE AGRICOLE DÉCONSOLIDÉE  
Le focus exigeant d'Aryzta

PAGE 7

BRAVOFLY DEVIENT LASTMINUTE.COM  
Evident rebranding post-fusion

PAGE 7

GÉRER L'APRÈS RÉGULARISATION (MAZARS)  
L'évolution des attentes clients

PAGE 3

ÉCHANGE AUTOMATIQUE EN SUISSE  
Swissbanking crée la surprise

PAGE 3

CLARIANT EN HAUSSE DE PLUS DE 10%  
La rumeur d'un raid allemand

PAGE 6

## Bien des points à améliorer



ALEXIS BARBEY. Le député genevois se lance dans le conseil en affaires publiques. Il a sondé les entreprises.

La relation entre le secteur privé et les administrations publiques fait l'objet de nombreuses croyances populaires. Le député libéral-radical Alexis Barbey veut se positionner sur le segment encore très peu occupé en Suisse du conseil en affaires publiques. Pour mieux cerner les préoccupations du secteur privé dans ses relations avec l'administration publique, Alexis Barbey a réalisé un sondage auprès des entreprises enregistrées à la Chambre de commerce, de l'industrie et des services de Genève. «Plus de 6% des sociétés sollicitées ont répondu au questionnaire, relève l'indépendant. Pour ce type de sondage, ça ne dépasse pas en général plus de 3%.» Celui qui travaillait auparavant dans la communication de Lombard Odier pense que la question des relations entre les entreprises et l'administration suscite un réel intérêt. D'après les résultats, les 119 entreprises qui ont participé sont globalement satisfaites. Mais un point d'amélioration revient avec insistance: la disponibilité de leurs interlocuteurs au sein de l'administration. Bien qu'on oppose souvent le privé et l'Etat, Alexis Barbey est convaincu qu'une meilleure relation entre les deux parties bénéficierait à tous. Les entreprises sondées ne semblent toutefois pas intéressées dans l'immédiat par un prestataire en affaires publiques. Mais cela ne décourage pas Alexis Barbey. PAGE 9

# Le conveniencier réorganisé sur des enseignes nationales

NAVILLE. Le groupe Valora a donné hier des indications sur ce qu'il voulait faire avec son acquisition romande.

PHILIPPE REY

L'enseigne traditionnelle Naville restera-t-elle en Suisse romande, ou K Kiosk sera-t-il à terme la marque des kiosques pour toute la Suisse? Aucune décision n'a encore été prise à ce sujet. Difficile, la question est en cours d'analyse et de discussion dans le groupe Valora. Relay en revanche, nom qui appartient au groupe français Lagardère, sera abandonné. C'est une profonde transformation que réalise actuellement Valora, en passant du statut de gros-

siste à celui de détaillant concentré sur de petits formats de points de vente à haute fréquentation. Dans les gares en particulier, où le réseau alémanique est le premier locataire avec ses enseignes Press & Books (P&B), K Kiosk, Brezelkönig, Spettacolo et aujourd'hui Naville. Acquis l'an dernier du groupe français Lagardère, le réseau régional romand Naville offre des synergies tangibles, ne serait-ce qu'en matière d'approvisionnement, de logistique et autres économies d'échelle.

Brezelkönig sera développé en Suisse romande grâce à une meilleure utilisation des surfaces de vente actuelles. La propre marque de Valora, OK., permettra d'accentuer le lien avec la clientèle plutôt jeune. Il s'agit d'une synergie immédiate avec Naville. L'intégration de Naville, en passant par des échanges réciproques de meilleures pratiques et idées est le premier objectif cette année. La structure des catégories de produits et leur part aux chiffres d'affaires consolidé est semblable,

s'agissant de K Kiosk et Naville. Naville Detail exploite 50 points de vente orientés presse, ou des magasins de conveniencier dans les gares en Suisse romande et à l'aéroport de Genève. Les services continueront d'être développés en lien avec la digitalisation de la clientèle, en ce qui concerne les moyens de paiement en particulier. A certains égards, Naville est plus en avance que K Kiosk en matière de merchandising et animation de points de vente en zone de transport. PAGE 7

## LOUIS DREYFUS COMMODITIES À GENÈVE

# La consistance des chiffres en impose

SERGE SCHOEN. Le président exécutif du groupe estime que le modèle d'affaires combinant transformation, logistique et commercialisation a des effets anticycliques déterminants. PAGE 12



ÉDITORIAL ELSA FLORET

## La dimension sécuritaire

Quelques lignes lapidaires du groupe pétrolier Tamoil envoyées par courrier électronique et mettant formellement un terme à un processus de vente quelque peu forcé de la raffinerie de Collombey, dans le Chablais valaisan. Le dernier épisode en date de ce feuilleton a pris de court le canton et les quatre investisseurs encore en lice (lire en page 8). Il renvoie aussi à une double dimension politique. La décision est-elle voulue, ou au contraire subie par l'actionnariat principal de Tamoil? Une partie de la réponse est à chercher du côté des Nations Unies, qui tentent actuellement de favoriser une union nationale en Lybie. N'est-il pas raisonnable d'attendre une stabilisation du pays, du marché pétrolier peut-être également, avant de décider de garder ou de céder cette importante unité locale de raffinage? L'autre dimension politique se trouve en Suisse même et a rarement été évoquée. Elle porte sur la sécurité d'approvisionnement du pays en période de transition énergétique volontariste. Tamoil a d'ailleurs apparemment

toujours joué sur le clivage inhérent au fédéralisme. Privilégiant à l'occasion la discussion directe avec le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, au détriment du canton qui n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour trouver un repreneur crédible. La dépendance à une seule raffinerie (celle de Neuchâtel-Cressier) peut aussi être vue comme nuisant considérablement à la rationalité et aux niveaux de prix des achats de produits pétroliers raffinés. Tant pour les consommateurs que pour l'industrie. La Suisse occidentale et rhodanienne (Genève, Vaud, Valais) ne subirait-elle pas la hausse des prix des flux importés du Nord? La seule solution alternative pour l'importation énergétique transitant alors par Rotterdam-Anvers, premier complexe portuaire européen? La réalité, c'est que les Suisses n'ont pas de réelle perspective sur la sécurité d'approvisionnement d'énergie fossile. Le dossier est sans pilote, sans légitimité politique à une époque de transition vers le renouvelable. C'est un peu comme avec le nucléaire. Sans centrale, il suffira de l'importer. ■

## La volonté de réforme est en recul sensible

La législature politique 2011-2015 a été décevante en Suisse en comparaison avec les deux précédentes. Selon une étude internationale.

L'an dernier, la volonté de réforme en Suisse en matière de politique économique s'est encore affaiblie. C'est ce que relève la nouvelle édition du «Baromètre des réformes DACH» qu'Avenir Suisse a réalisé en partenariat avec l'Institut der Deutschen Wirtschaft de Cologne et la Chambre fédérale de l'économie autrichienne, en comparant les efforts de réforme des trois Etats participants dans cinq domaines de la politique économique. Elle a été présentée hier matin à Berlin. Les propositions politiques à l'échelle fédérale forment la matière première de l'analyse de l'in-

tensité des réformes. En matière de libéralisation, le bilan de la législature 2011-2015 en Suisse est mitigé, particulièrement en comparaison avec les deux périodes précédentes, caractérisées par une autre dynamique réformatrice. L'appréciation par Avenir Suisse des deux projets les plus importants – l'adaptation de la prévoyance vieillesse attendue depuis longtemps et la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) – est différente. Elle est négative dans le premier cas, car la question centrale de l'âge de la retraite est à peine abordée; elle est modérément positive dans le second, bien qu'elle marque la renonciation (inévitabile) à un système optimal du point de vue de la Suisse. L'avenir dira si le parlement nouvellement élu se positionnera plus ouvertement en faveur de la libéralisation. Le problème monétaire en fait une question urgente. SUITE PAGE 9

Genève www.lindegger-optic.ch

**LINDEGGER**  
OPTIQUE  
maîtres opticiens



9 771421 948004 5 0 0 1 3